

# COVID 19 : Les Français vont le payer cher, très cher !

Pour les citoyens, la chute est rude. Alors que la France se glorifiait de disposer du meilleur système de santé au monde, les contribuables réalisent que lits en réanimation, masques de protection, tests de détection et respirateurs sont des denrées rares. Ils réalisent surtout que c'est un des plus chers, et que le prix payé n'a pas garanti une préparation à la hauteur des enjeux sanitaires. Enfin, ils entrevoient avec inquiétude- le mot est faible - les conséquences dramatiques de cette impréparation.

Il est dès lors légitime de s'interroger : comment en est-on arrivé là, quand près de 278 milliards d'euros ont été dépensés en 2019 pour notre système de santé ? comment en est-on arrivé là, quand nos voisins allemands parviennent à faire mieux avec moins ?

Une partie de la réponse tient dans le fait que, comme à son habitude, la France dépense beaucoup mais mal. Autrement dit, l'argent injecté dans le système de santé n'arrive pas sur le terrain et ne produit donc pas les effets escomptés. Le système hospitalier est sclérosé par des procédures administratives d'une complexité inouïe, mises en oeuvre par une technocratie qui dilue les responsabilités, par une bureaucratie pléthorique, qui fait par ailleurs preuve de compétences limitées. Par exemple, les 8500 respirateurs commandés d'urgence en mars à Air liquide ne font pas le poids dans une salle de réanimation : « si vous vous en servez pour un symptôme respiratoire aigu, vous risquez de tuer le patient au bout de trois jours », s'était alarmé Yves Rebufat, anesthésiste réanimateur.

A cet effondrement sanitaire s'ajoute maintenant le spectre d'un effondrement économique. Et le spectre prend chair, car pour préserver notre système de santé, il a fallu confiner, c'est-à-dire débrancher nos forces vives. Et pour parer à l'asphyxie, l'État, dont on connaît les marges de manoeuvre budgétaires, a recouru à la planche à billets pour financer le chômage partiel, les prêts garantis, aider les PME, aider Air France, etc. Tout cela quand, dans un bel effet de ciseau, les recettes fiscales se sont asséchées de 43% à la mi-avril.

C'est une scène de guerre qui se dresse devant nous : une croissance négative de 10%, un déficit budgétaire à 7.5% du PIB, une dette à 115%, et un déficit de la Sécurité sociale qui se creuse de 41 milliards. Le « volcan qui gronde de plus en plus fort » sur lequel nous dansons et au sujet duquel l'ancien Premier ministre s'alarmait, a bel et bien explosé.

La remise en question n'est pourtant pas à l'ordre du jour chez nos élus. Ce n'est pas une surprise ! Notre État hypertrophié et hyper centralisé n'a pas su faire face aux défis sanitaires les plus pressants. Dans quel pays vit-on ? Il est possible voire vital de faire autrement. Ce sera la réforme ou le chaos.

Et n'en déplaise aux adeptes de la politique de l'autruche, toute dette doit toujours être remboursée. Cela signifie concrètement au moins deux chocs pour les contribuables. D'abord, une hausse des prix qui minera le pouvoir d'achat. Puisque la BCE crée de la monnaie pour financer la dette, elle crée également de l'inflation, qui pèse sur le pouvoir d'achat, sur la rente immobilière, et sur la rentabilité de l'épargne. La dette signifie ensuite une augmentation de la fiscalité, qui pourrait se traduire, entre autres mesures, par un rétablissement de l'ISF. Tout sera bon pour mettre leurs nouvelles taxes sur le dos du COVID. D'ailleurs le concours Lépine des impôts est déjà lancé !

Puisque l'État, peu précautionneux, veut finalement remettre en cause la propriété privée pour palier son incompétence, il revient aux citoyens de s'ériger en remparts contre ce pillage. Seul un retour aux vertus d'une gestion publique équilibrée, animée par des objectifs de performance des dépenses, et strictement contrôlée par le parlement, permettra de sortir de cette crise par le haut.

L'association Contribuables Associés s'est également mobilisée en ce sens en lançant une campagne « Non aux impôts COVID ». Vous pouvez la soutenir en cliquant sur le lien suivant : <https://www.touscontribuables.org/non-aux-impots-covid>